

Unité départementale de la Vendée
10, rue du 93e régiment d'infanterie
Cité administrative Travot
85000 La Roche-sur-Yon

Nantes, le 18 juin 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SPBI

Route de la Roche-sur-Yon
85500 Les Herbiers

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/06/2024 dans l'établissement SPBI implanté Route de la Roche-sur-Yon - 85500 Les Herbiers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'est inscrite dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées, ainsi que de l'action nationale relative aux émissions de COV.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SPBI
- Route de la Roche-sur-Yon - 85500 Les Herbiers
- Code AIOT : 0006300914
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SPBI exploite aux Herbiers une usine de fabrication de bateaux de plaisance et de pièces destinées aux autres sites du groupe. Le site s'étend sur 35 hectares et comporte une trentaine d'ateliers (ébénisterie, moulage, montage, ébarbage, divers locaux de stockage, etc). Elle bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 13 septembre 2001.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Risque de déversement accidentel
- Gestion d'une pollution

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas

un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Plan de gestion des solvants (PGS)	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1	Demande d'action corrective	9 mois
3	Émissions de COV	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27-7-e	Demande d'action corrective	9 mois
4	Gestion de pollutions des sols - ancienne station de distribution (ext 27)	Code de l'environnement, article L.512-20	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Rétention - bâtiment 27	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 22.I.C	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suites qui avaient été données	Autre information
1	Captation des COV	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4.I	/	Sans objet
5	Capacités de rétention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Susceptible de suites	Sans objet
7	Liquides inflammables – Défense incendie - choix des prescriptions	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 1er III.C	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site reste l'un des principaux émetteurs de COV de la Vendée, même si des actions ont été mises en œuvre par l'exploitant pour limiter ses émissions (utilisation de certaines résines à faible taux de styrène, utilisation de certains vernis en phase aqueuse, etc.).

Dans les ateliers visités, la captation des COV est satisfaisante, compte tenu des contraintes liées à la taille de certaines pièces fabriquées.

En revanche, le plan de gestion des solvants et le bilan des émissions de COV présentent des insuffisances, qui empêchent de conclure quant au respect de l'émission annuelle cible du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Captation des COV

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4.I

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.

Constats :

Dans le bâtiment 7, dédié au vernissage sur bois, les postes d'application sont munis de dispositifs de captation à la source des émissions. Les rejets sont canalisés.

Dans le bâtiment 8, dédié au montage final des bateaux, les postes d'application de colle polyuréthane ne sont pas munis de dispositifs de captation des émissions. Les rejets sont donc diffus. Selon l'exploitant, les rejets atmosphériques sont négligeables et ne nécessitent donc pas une captation. D'ailleurs, sur ces postes, les opérateurs ne portent pas d'équipement de protection individuelle. Considérant notamment que la taille des pièces rendrait complexe une captation à la source et que les émissions liées à cette activité (4,8 t/an au vu du bilan des émissions, réparties sur l'ensemble des bâtiments de montage du site) ne sont pas significatives, aucun écart à l'article 4.I, qui impose une captation à la source « *dans la mesure du possible* », n'est constaté. Cette position pourra être revue en cas d'évolution de l'importance ou de la nature (par exemple substance CMR) des émissions (cf notamment point de contrôle 3)

Dans le bâtiment 25, dédié à la production de pièces composites de faibles dimensions, les postes d'application sont munis de dispositifs de captation à la source des émissions. Les rejets sont canalisés.

Dans le bâtiment 21, dédié à la production de pièces composites de grandes dimensions, des extracteurs d'air sont positionnés le long des parois, à proximité des postes d'application. Cette solution a été retenue compte tenu des contraintes liées à la taille des pièces, afin de capter les émissions, au plus près possible de la source de ces émissions. Les effluents issus des extracteurs constituent des rejets canalisés.



Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan de gestion des solvants (PGS)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée : Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.
Constats : Le site utilise des solvants pour ses activités de moulage, de vernissage (et assimilé) et d'application de revêtement adhésif (à l'aide de colles à prise physique telles que les colles néoprènes). Il est rappelé que les COV réactifs (par exemple le styrène contenu dans les résines, le gel-coat et les colles polyester) ne constituent pas des solvants au sens de la réglementation sur les installations classées. Selon le PGS 2023, la consommation de solvants du site aurait atteint environ 153 t. Ce résultat est toutefois sujet à caution, compte tenu des insuffisances suivantes : <ul style="list-style-type: none">• Les activités du site, concernées par la démarche, ne sont pas précisées.• Les références utilisées (notamment les guides) ne sont pas précisées.• La méthodologie employée et les hypothèses retenues, notamment pour quantifier les solvants contenus dans les produits utilisés, ainsi que pour identifier et exclure les COV n'étant pas des solvants, ne sont pas expliquées. À titre d'exemple, la part d'acétone contenue dans certaines résines n'a pas été prise en compte dans le PGS, sans justifier qu'il ne s'agit pas d'un solvant.• Une partie des solvants utilisés n'est pas prise en compte dans le PGS. Cela concerne notamment les solvants présents dans les colles à prise physique (type néoprène), dans les vernis et assimilés et dans le démoulant. Ces solvants sont néanmoins pris en compte dans le bilan des émissions de COV du site (cf point de contrôle 3)• Le nom des produits n'est pas indiqué dans le PGS. Il est donc impossible de faire le lien entre le PGS et les FDS.• Le nom de certaines colonnes du tableau de recensement des produits solvantés n'est pas assez clair. Par exemple, il apparaît que la colonne « facteur » correspond à la densité du solvant.• Les solvants régénérés en externe doivent être comptabilisés en O8, pas en O6.• Les actions prises ou prévues pour limiter la consommation de solvants ne sont pas indiquées. Le PGS élaboré par l'exploitant ne correspond donc pas au document attendu, ce qui constitue un écart. De manière générale, un PGS ne peut pas se limiter à des tableaux de recensement et de calculs, sans autre explication. L'exploitant transmet une synthèse annuelle du PGS, via GEREPE, mais il ne transmet pas l'ensemble du PGS, ce qui constitue un écart. Par ailleurs, dans la déclaration GEPEP 2023, la consommation et les émissions de COV indiquées sont légèrement différentes de celles mentionnées dans le PGS 2023. L'exploitant devra prendre en compte l'ensemble de ces remarques lors de l'élaboration des prochains PGS.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 9 mois

N° 3 : Émissions de COV

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27-7-e

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :

Les valeurs limites d'émissions relatives aux COV définies au premier alinéa du a) de l'article 27-7 ne sont pas applicables aux rejets des installations faisant l'objet d'un schéma de maîtrise des émissions de COV.

Un tel schéma garantit que le flux total d'émissions de COV de l'installation ne dépasse pas le flux qui serait atteint par une application stricte des valeurs limites d'émissions canalisées et diffuses.

Le schéma est élaboré à partir d'un niveau d'émission de référence de l'installation correspondant au niveau atteint si aucune mesure de réduction des émissions de COV n'était mise en œuvre sur l'installation.

NB :

La méthode de détermination de l'émission annuelle cible, à respecter en cas de mise en place d'un schéma de maîtrise des émissions de COV, est définie dans la circulaire du 23 décembre 2003 relative aux Installations classées - Schémas de maîtrise des émissions de composés organiques volatils.

L'exploitant a mis en place un tel schéma il y a plusieurs années, pour l'ensemble des émissions de COV du site. Il est donc tenu de respecter une émission annuelle cible.

Pour les activités de fabrication de composites et de vernissage, l'article 5.3.2 de l'arrêté d'autorisation du 13 septembre 2001 (modifié par l'arrêté complémentaire du 12 avril 2005) fixe le mode de calcul de l'émission annuelle cible. Toutefois, pour l'activité de fabrication de composites, cette émission cible n'a pas été fixée conformément à la circulaire du 23 décembre 2003. Ainsi, le mode de calcul des installations autorisées avant le 1^{er} janvier 2001 a été utilisé, alors que les installations ont été autorisées le 13 septembre 2001.

En outre, cet article 5.3.2 ne fixe pas l'émission annuelle cible à respecter pour l'activité d'application de revêtement adhésif (à l'aide de colles à prise physique, telles que les colles néoprènes) et pour l'activité de collage par réticulation (à l'aide de colles à prise chimique, telles que les colles polyuréthane et polyester). Cet article 5.3.2 sera modifié à l'issue de l'instruction du dossier de porter à connaissance de modifications, déposé par l'exploitant en décembre 2021 et pour lequel une demande de compléments a été transmise le 3 janvier 2024.

Dans le cadre de cette visite et par anticipation, l'émission annuelle cible du site (EAC_{totale}) a été déterminée en application de cette circulaire du 23 décembre 2003, par les formules suivantes :

$$EAC_{totale} = EAC_{composite} + EAC_{vernissage} + EAC_{adhésif} + EAC_{réticulation}$$

$$EAC_{composite} = 0,3 \times (I1_{composite} + I2_{composite})$$

$$EAC_{vernissage} = 1 \times ES_{vernissage} \text{ (puisque } C_{vernissage} > 25 \text{ t/an)}$$

$$EAC_{adhésif} = 1,2 \times ES_{adhésif} \text{ (puisque } C_{adhésif} < 15 \text{ t/an)}$$

$EAC_{réticulation}$: non déterminée et, par défaut, prise égale à 0. En effet, cette activité ne relevant pas d'un cas particulier identifié dans la circulaire du 23 décembre 2003, la détermination de l'émission annuelle cible nécessite de connaître le débit des émissaires de rejet. Or, cette information n'est présente ni dans l'arrêté d'autorisation du 13 septembre 2001, ni dans le dossier de porter à connaissance de modifications de décembre 2021.

Constats :

Les activités de fabrication de composites et de collage par réticulation (à l'aide de colles à prise chimique, telles que les colles polyuréthane et les colles polyester) sont émettrices de COV qui ne sont pas pris en compte dans le PGS.

Afin de déterminer les émissions annuelles totales de COV du site, l'exploitant élabore, en parallèle du PGS, un bilan des émissions de COV, en deux parties. La première partie (BCM) porte sur les émissions de COV hors PGS. La seconde partie (bilan) agglomère les résultats du BCM et du PGS. Selon ce bilan des émissions 2023, les émissions totales de COV auraient atteint environ 172 t. Ce résultat est toutefois sujet à caution, compte tenu des nombreuses insuffisances suivantes :

- Le périmètre de la partie BCM n'est pas clair. En effet, on y retrouve les émissions liées à

l'utilisation de colles à prise physique et les vernis (et assimilés), alors que, s'agissant de solvants, ces émissions devraient être intégrées au PGS.

- Dans le bilan, les émissions prises en compte correspondent à une estimation des émissions du site en 2025, et pas aux émissions réelles de 2023. Ainsi, les émissions totales indiquées dans ce bilan ne correspondent pas à la somme des émissions du PGS 2023 et du BCM 2023.
- La méthodologie employée et les hypothèses retenues, notamment pour identifier les COV réactifs (exclus du PGS) et pour déterminer leur taux d'émission de COV, ne sont pas expliquées. À titre d'exemples :
 - L'acétate de méthyl (COV réactif se substituant partiellement au styrène dans certaines résines) ne semble pas avoir été pris en compte.
 - Les émissions de COV liées à l'utilisation de colle polyuréthane ont été déterminées sur la base du taux de COV de la colle avant son application. Or, puisqu'il y a réaction chimique, rien ne garantit que cette hypothèse est pertinente.
 - Le taux d'émission du styrène semble avoir été basé sur le Guide de rédaction d'un schéma de maîtrise des émissions de COV dans le secteur des composites (polyester) – Fédération de la plasturgie - 13 02 2004, qui fixe des taux d'émission de COV en fonction de la technique d'application et du taux de styrène. Néanmoins, l'exploitant a indiqué que les taux retenus pour le site ont été fixés il y a plusieurs années et il n'a pas été en mesure de justifier qu'ils sont toujours pertinents.
- Puisque la colonne V fournit les consommations de produits solvantés, il convient de ne pas la nommer « I1+I2 ». En effet, par convention, ce terme I1+I2 correspond à la quantité de COV utilisés (ou de solvants utilisés dans le cadre d'un PGS). Ce terme I1+I2 correspond en réalité à la colonne X.
- Dans le but d'observer l'évolution des émissions de COV, ces émissions doivent être présentées par activité et rapportées à une unité représentative de chaque activité.

Selon l'exploitant, pour 2023, l'émission annuelle cible du site (EAC_{totale}) était égale à 259 t. Toutefois, la méthode utilisée présente les insuffisances suivantes :

- Aucune émission annuelle cible n'est déterminée pour l'activité de collage par réticulation.
- Il n'est pas précisé, pour chaque type de COV émis, l'activité (moulage, vernissage, etc.) à laquelle cette émission se rattache. Ainsi et à titre d'exemple, il n'est pas possible de déterminer la part d'acétone liée à l'activité de moulage. Il n'est donc pas possible de déterminer l'émission annuelle cible de l'activité composite ($EAC_{composite}$), qui dépend de la quantité de COV utilisés.
- Les émissions issues de l'activité de collage par réticulation, lorsque cette activité est directement liée à la production de composites, peuvent être rattachées à l'activité de fabrication de composites. En revanche, les émissions issues de l'activité de collage par réticulation, lorsque cette activité n'est pas directement liée à l'activité de fabrication de composites (par exemple le collage à l'aide d'une colle polyuréthane dans les bâtiments de montage) doivent être comptabilisées séparément.
- Les émissions liées au démoulant peuvent être rattachées à l'activité de fabrication de composites.
- Les calculs de $EAC_{vernissage}$ et de $EAC_{adhésif}$ (lignes 18, 19 25, 26 et 27 du bilan) sont erronées. En effet, le ratio (par exemple 1,2 kg/kg) doit être appliqué à la quantité d'extraits secs, pas à la quantité de COV dans les produits.

Le schéma de maîtrise des émissions élaboré par l'exploitant ne correspond donc pas au document attendu, ce qui constitue un écart. En ce qui concerne en particulier la détermination de EAC_{totale} , il est néanmoins rappelé que l'arrêté d'autorisation du 13 septembre 2001 doit être modifié pour clarifier sa méthode de calcul.

Au vu des éléments fournis, sous réserve des insuffisances relevées et en prenant en compte une $EAC_{réticulation}$ égale à 0, l' EAC_{totale} pour 2023 aurait été égale à 241 t.

Compte tenu des incertitudes liées à la détermination des émissions totales et de l'émission annuelle cible, il est impossible de conclure quant à la conformité des émissions.

L'exploitant devra prendre en compte l'ensemble de ces remarques lors de l'élaboration des prochains bilans des émissions de COV.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 9 mois

N° 4 : Gestion de pollutions des sols - ancienne station de distribution (ext 27)

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L.512-20

Thème(s) : Risques chroniques, Dépollution

Prescription contrôlée :

En vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du présent titre, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités. Ces mesures sont prescrites par des arrêtés pris, sauf cas d'urgence, après avis de la commission départementale consultative compétente.

Constats :

Le dossier de porter à connaissance de modifications, déposé par l'exploitant en décembre 2021 et ayant fait l'objet d'une demande de compléments le 3 janvier 2024, contient un diagnostic de pollution des sols, réalisée en 2018 par la société Dekra, au niveau de la zone 27 ext. Ce diagnostic a mis en évidence une anomalie en acétone (3 300 mg/kgMS) et en hydrocarbures (960 mg/kgMS). Le diagnostic conclut notamment à la nécessité de mettre en œuvre un plan de gestion de cette pollution.



Lors de la visite, l'exploitant a indiqué avoir fait procéder, il y a plusieurs années, à une excavation des terres polluées. Ces terres polluées seraient actuellement stockées sur site sous bâche (non constaté lors de la visite).

L'exploitant a également indiqué avoir récemment fait procéder à une nouvelle campagne d'analyses des sols, afin de démontrer l'efficacité des mesures de dépollution mises en œuvre. Le rapport définitif n'a pas encore été remis à l'exploitant.

Tout d'abord, il est rappelé à l'exploitant qu'une telle pollution avérée doit être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées dès sa connaissance.

L'exploitant n'a pas réalisé le plan de gestion recommandé en conclusion du diagnostic de

pollution, mais il a mis en œuvre des mesures simples de gestion. En ce qui concerne les sols, les résultats des nouveaux prélèvements permettront de déterminer si ces mesures sont suffisantes. **L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le diagnostic complémentaire dès réception.**

Avant leur évacuation, les déchets ne doivent pas être stockés sur leur site de production pendant plus d'un an en cas d'élimination ou plus de trois ans en cas de valorisation. Au-delà, le site est considéré comme une installation de stockage des déchets relevant de la rubrique 2760. Les terres polluées excavées sont considérées comme un déchet, sauf si leur maintien sur site est prévu et encadré par un plan de gestion de pollution. En l'occurrence, le maintien sur site des terres polluées excavées n'étant pas encadré par un plan de gestion, elles constituent un déchet. **Par conséquent, il est demandé à l'exploitant d'évacuer ces terres polluées dans un délai maximal de trois mois, vers une filière autorisée. Les justificatifs de gestion seront transmis à l'inspection des installations classées sous ce même délai.**

En outre, dans un délai maximal de trois mois, l'exploitant justifiera l'absence de mise en place d'une surveillance des eaux souterraines, en particulier en ce qui concerne l'acétone. Pour cela, le risque de migration de la pollution, du sol vers les eaux souterraines, sera évalué.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Capacités de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
Thème(s) : Risques accidentels, Perte de confinement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 18/10/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés. <p>[...]</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none">- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ;- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
Constats : <p>Plus aucun stockage n'est présent sur la plate-forme 27 ext.</p> <p>L'écart constaté lors de la visite du 18 octobre 2023 est levé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Rétention - bâtiment 27

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 22.I.C

Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions

Prescription contrôlée :

La rétention résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physique et chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé (cas d'un dispositif passif).

NB :

Dans l'arrêté d'autorisation du 19 septembre 2001, les résines et gel coat (150 t stockées) ont été classés uniquement sous la rubrique 2662 de la nomenclature des installations classées. Seuls l'acétone et l'alcool éthylique (18 t au total) avaient été classés sous la rubrique 1432.

Or, au vu de la note d'interprétation DPPR/SEI/ GV-238 du 17 décembre 2003, les résines et gel coat relevaient également de la rubrique 1432.

Depuis cette note, même si cela n'a pas été explicitement acté par le préfet de la Vendée, l'ensemble de ces stockages relevait donc du régime d'autorisation au titre de la rubrique 1432 (> 100 t) et les installations étaient exploitées au bénéfice des droits acquis. En effet, le seuil d'autorisation n'a pas été franchi suite à une modification des installations, mais suite à une évolution du classement des installations régulièrement autorisées.

Ces stockages ont ensuite été encadrés par les dispositions applicables de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation au titre de la rubrique 1432.

À partir du 1^{er} juin 2015, les liquides inflammables présents sur site (pas seulement les stockages) ont été reclassés sous la rubrique 4331, sous le régime de l'enregistrement.

Le site se trouve donc dans le cas III.A de l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734.

Par conséquent, **les dispositions de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 et les dispositions de l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015 sont applicables au site, selon les modalités particulières précisées dans le II de l'annexe IX de l'arrêté du 1^{er} juin 2015.**

Constats :

Le bâtiment 27 est dédié au stockage de plusieurs dizaines de tonnes de liquides inflammables en réservoirs mobiles.

Le bâtiment est muni d'un seuil étanche d'environ 20 cm de hauteur, afin de former une capacité de rétention. Ce seuil n'est toutefois pas présent sur la totalité du périmètre. Ainsi, les deux accès pour les chariots élévateurs n'ont pas été rehaussés, mais ils ont été munis d'une barrière étanche, à déclenchement manuel. L'abaissement de ces barrières, qui ne peut être réalisé que depuis l'intérieur du bâtiment, permet de fermer la rétention. Selon l'exploitant, ces barrières sont abaissées en dehors des périodes d'exploitation (pause méridienne et période nocturne). Le dispositif d'obturation n'est pas maintenu fermé, ce qui constitue un écart.



Le dispositif actuel ne présente pas des garanties suffisantes en termes de prévention des risques. En effet, en période d'exploitation, ces barrières seraient abaissées et la rétention serait opérationnelle seulement si un opérateur constatait un déversement accidentel (ou un incendie) et si cet opérateur pouvait accéder à ces deux barrières. Dans les autres cas, un déversement accidentel (pouvant être enflammé) ne serait pas confiné dans le bâtiment et pourrait entraîner des effets dominos.

Il est demandé à l'exploitant de détailler, dans un délai maximal de 6 mois, les mesures prévues pour lever cet écart.

L'exploitant a indiqué réfléchir à la mise en place d'un dispositif de fermeture automatique, asservi à une détection de liquide. Dans ce cas, puisqu'il ne s'agit pas d'un dispositif passif (avec un dispositif d'obturation maintenu fermé), l'exploitant devra déposer, auprès du préfet de la Vendée, une demande d'aménagement à l'article 22.I.C, en justifiant qu'un tel dispositif présente des garanties suffisantes en termes de prévention des risques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Liquides inflammables – Défense incendie - choix des prescriptions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 1 ^{er} III.C
Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie
Prescription contrôlée : Pour les installations existantes soumises aux dispositions techniques de l'arrêté du 3 octobre 2010, l'exploitant peut opter pour le respect des dispositions des articles 14, 44 à 52, 58 et 59 de l'arrêté du 1 ^{er} juin 2015, en lieu et place des dispositions des articles 43 à 50 de l'arrêté du 3 octobre 2010. L'exploitant informe le préfet du choix réalisé avant le 1 ^{er} janvier 2023.
Constats : L'exploitant n'a pas informé le préfet de la Vendée de son choix. À défaut, ce sont les dispositions de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 qui restent applicables. S'il choisit de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 1 ^{er} juin 2015, en lieu et place des dispositions concernées de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010, l'exploitant doit en informer le préfet de la Vendée.
Type de suites proposées : Sans suite